

Déclaration des évêques de France à propos du projet de loi sur l'immigration

Les 22 et 23 septembre, Marseille et la France accueillait le pape François venu clore les rencontres méditerranéennes. Nous avons entendu dans ses paroles un vibrant appel à relever les défis migratoires : « *Nous sommes à un carrefour de civilisation. Ou bien la culture de l'humanité et de la fraternité, ou la culture de l'indifférence* »¹. Il a souligné également que « *le phénomène migratoire n'est pas tant une urgence momentanée, mais un fait de notre temps qui doit être traité avec une sage prévoyance, avec une responsabilité européenne capable de faire face aux difficultés objectives. (...). Ceux qui se réfugient chez nous ne doivent pas être considérés comme un fardeau à porter. Si nous les considérons comme des frères, ils nous apparaîtront surtout comme des dons* »².

C'est dans cet esprit, pensons-nous, que notre pays devrait mener à bien la réforme du cadre juridique sur l'immigration et l'asile. Dans ce débat qui s'ouvre les évêques de France réunis à Lourdes souhaitent partager quelques points d'attention :

- Il importe, particulièrement dans le contexte actuel, de résister à la tentation de réduire les questions migratoires à des enjeux sécuritaires, de terrorisme ou de délinquance. Ne regardons pas ceux qui cherchent à rejoindre notre sol comme une menace pour nous, ni ceux qui s'y maintiennent, même dans des conditions irrégulières, comme des délinquants. Considérons la dignité des personnes migrantes, leurs talents et leurs souffrances.
- Dans le traitement des personnes en situation irrégulière, le principe énoncé déjà par le pape Jean-Paul II est toujours actuel : « *Un effort doit être en particulier effectué en faveur de ceux qui, après un long séjour, se sont établis de façon telle dans la société locale qu'un retour au pays d'origine équivaldrait à une forme d'émigration en sens inverse, ayant de graves conséquences, en particulier pour leurs enfants* »³. Une attention particulière doit être portée à la protection et aux droits de ceux qui contribuent déjà par leur travail à la bonne marche de notre pays, particulièrement dans les métiers qui manquent de main d'œuvre.
- Il est du devoir des responsables politiques de protéger et d'assurer la sécurité de chaque citoyen. Pour autant, les mesures d'éloignement des personnes étrangères considérées comme une menace pour l'ordre public ne peuvent s'exercer que dans le respect des droits humains selon les normes et procédures internationales ratifiées par notre pays⁴.
- Notre pleine responsabilité en matière migratoire se trouve autant dans les conditions d'accueil de personnes qui souhaitent émigrer sur notre sol que dans notre contribution aux efforts de coopération et de justice sociale qui permettent aux personnes de rester dignement

¹ Pape François, Discours au mémorial des marins et migrants disparus en mer, Notre-Dame de la Garde, Marseille, le 22 septembre 2023

² Pape François, Session conclusive des rencontres méditerranéennes, Palais du Pharo, Marseille, le 23 septembre 2023

³ Message du pape Jean-Paul II pour la journée mondiale des migrants le 25 juillet 1995

⁴ Convention de Genève sur les réfugiés et Convention européenne des droits de l'homme

dans leur pays. Il serait inutile de réformer les règles en matière d'asile et d'immigration dans les pays d'arrivée sans un effort accru de coopération avec les pays de départ. Il s'agit d'assurer à toute personne le droit de ne pas migrer.

Nous entendons et comprenons les inquiétudes voire les angoisses que cristallisent les questions migratoires complexes face à la résurgence des guerres, des tensions identitaires, des crises sociales provoquées par les injustices comme par les dérèglements économiques et climatiques. Et nous rappelons cet enseignement de l'Eglise que « *l'immigré est tenu de respecter avec reconnaissance le patrimoine matériel et spirituel de son pays d'accueil, d'obéir à ses lois et de contribuer à ses charges* »⁵. Gardons en mémoire les nombreuses situations d'accueil et d'intégration réussies qui ont enrichies notre pays depuis de nombreuses années. Aujourd'hui encore, nous avons confiance dans les ressources de fraternité qui irriguent la société française.

⁵ Catéchisme de l'Eglise catholique, § 2241

Toute vie est un don pour ce monde

Déclaration des évêques de France au sujet de l'inscription de la liberté d'avorter dans la Constitution

Le Président de la République a annoncé récemment sa décision d'entamer le processus devant aboutir à l'inscription dans la Constitution de la liberté d'accès à l'interruption volontaire de grossesse.

Évêques de France, nous voulons dire notre inquiétude devant ce que signifierait cette inscription. Nous le réaffirmons : toute vie est un don pour ce monde, un don fragile et précieux, infiniment digne, à accueillir et à servir depuis son commencement jusqu'à sa fin naturelle.

En 2022, il y a eu 723 000 naissances en France et plus de 234 000 avortements. C'est un triste record dans l'Union européenne, un chiffre qui ne diminue pas et, même, augmente. Cette réalité dramatique dépasse la seule question d'un droit pour les femmes. Elle n'est pas un progrès. Notre société devrait y voir surtout le signe de son échec dans l'éducation, l'accompagnement et le soutien social, économique et humain de celles et ceux qui en ont besoin. Elle devrait s'inquiéter de son avenir en constatant la baisse prévisible de sa population.

Le commandement biblique « Tu ne tueras pas » inscrit dans toutes les consciences, au-delà de celles des seuls croyants, signifie que tout être humain est confié à la sollicitude de tous les autres. Nous ne devons pas affaiblir la force d'un tel repère. Ces enfants à naître, nous en sommes d'une certaine façon tous responsables. Ainsi, le vrai progrès réside dans la mobilisation de tous, croyants et non-croyants, pour que l'accueil de la vie soit davantage aidé et soutenu. La vraie urgence est d'aider au moins les couples ou les femmes qui, aujourd'hui, n'ont pas réellement le choix et estiment ne pouvoir garder leur enfant en raison des contraintes sociales, économiques, familiales qui pèsent sur eux ou sur elles, et trop souvent sur les femmes seules.

Nous reprenons les mots du Pape François qui, toujours au côté des plus pauvres, écrivait en 2013 : *« cette défense de la vie à naître est intimement liée à la défense de tous les droits humains. Elle suppose la conviction qu'un être humain est toujours sacré (...) dans n'importe quelle situation et en toute phase de son développement. (...). Si cette conviction disparaît, il ne reste plus de fondements solides et permanents pour la défense des droits humains, qui seraient toujours sujets aux convenances contingentes des puissants du moment »* (La joie de l'Evangile, 213).

Les droits des femmes doivent être davantage promus et garantis. La réelle égalité salariale, la protection contre les violences, dans la vie sociale et dans l'intimité des familles, le soutien social à leur rôle dans l'éducation des enfants, surtout pour les femmes seules, sont des progrès hautement désirables pour nos sociétés. Est-il légitime de mettre l'avortement sur le même plan que ces droits fondamentaux ? L'inscrire parmi les droits fondamentaux serait abîmer tout l'équilibre de ceux-ci.

Aux côtés d'autres croyants, d'hommes et de femmes de bonne volonté, les catholiques se sentent appelés à servir ces droits et cette dignité des plus faibles. Ils prient pour les couples et les femmes

confrontés au drame de l'avortement. Nous redisons notre reconnaissance à celles et ceux qui se mobilisent pour écouter, accompagner, soutenir, consoler sans jamais juger, ainsi qu'à tous les élus qui auront le courage - par leur vote et leur engagement - de « *faire avancer la culture de la vie* » (Pape François, audience du 5/02/2017)

Les évêques de France, réunis à Lourdes en Assemblée plénière, le 7 novembre 2023

« Joyeux dans l'espérance » (Rm 12, 12)

Message des évêques de France aux Jeunes

Chers jeunes de France,

Merci d'avoir répondu présents lors des Journées Mondiales de la Jeunesse à Lisbonne. Nous nous sommes réjouis de vous voir si nombreux. Quelle joie d'avoir été ensemble ! Nous avons été touchés par votre soif, votre joie et aussi votre prière pour nous. Nous vous encourageons à témoigner de ce que vous avez vécu. Réunis en Assemblée plénière à Lourdes, nous les évêques de France, nous voyons l'Esprit-Saint à l'œuvre en vous. Vous étiez pèlerins de la foi et chercheurs de Dieu. Poursuivez votre chemin sur la route de l'Évangile. Elle conduit au bonheur. Merci pour votre témoignage, votre engagement et votre espérance.

Nous le croyons fermement, le Seigneur s'adresse personnellement à chacun de vous : à toi jeune catholique engagé, à toi catéchumène en chemin, à toi qui doutes de Dieu et qui n'as pas entendu parler du Christ, et à toi qui trouves l'Eglise trop loin de tes préoccupations. À chacun nous disons : tu es appelé par ton nom, tu es aimé de Dieu et le Seigneur te fait confiance ! Ne crains pas de marcher avec Lui.

Souvent, vous nous le dites : les situations du monde, l'état de notre planète, le mauvais témoignage de chrétiens, mais aussi les épreuves personnelles, tout cela suscite angoisse, colère ou incompréhension. Oui, nous entendons vos cris et vos silences. Avec le Pape François, nous vous redisons : n'ayez pas peur d'être « assoiffés de l'intérieur, inquiets, inachevés, avides de sens et d'avenir ».ⁱ Ne restez pas seuls, bâtissez des ponts et tissez la fraternité. Les réponses faciles anesthésient. Mais vous, cherchez et risquez ! Avec d'autres, prenez le temps pour lire les Écritures et connaître la Tradition et le Magistère : entrer dans l'intelligence de la foi par le service et l'étude ouvre les cœurs à l'Espérance.

Nous sommes témoins de vos initiatives et de vos engagements. Nous sommes impressionnés par vos capacités de mobilisation dans des domaines très divers : solidarité, écologie, soin des pauvres, dignité de la personne, unité des chrétiens, liturgie... Cet été aux JMJ, durant le « Temps des Français » à Lisbonne, vous avez été des milliers à prendre différents engagements : travailler à l'unité dans l'Eglise, servir le petit et le pauvre, annoncer le Christ. Nous vous remercions pour votre oui. C'est maintenant le temps de l'action avec l'aide de l'Esprit-Saint.

Étudiants et jeunes professionnels, dans les grandes métropoles, le rural ou les quartiers populaires de nos villes, continuez d'apporter votre contribution. De nombreux prêtres, religieuses, laïcs vous accompagnent avec générosité. Vous êtes les premiers acteurs de la mission dans vos groupes, vos aumôneries. Déployez les charismes que l'Esprit-Saint vous donne et prenez votre place. Votre vocation est belle. Que le Seigneur vous donne de construire des familles qui témoignent de sa bonté. Et si certains entendent l'appel à la vie religieuse ou sacerdotale, réjouissez-vous ! Nous demandons au Seigneur que fleurissent parmi vous de nombreuses et saintes vocations au sacerdoce et à la vie consacrée, le monde en a besoin.

Chers Jeunes, aimez le Christ ! C'est lui le roc de nos vies : ouvrez-lui votre cœur, savourez ses paroles, prenez le temps de le prier et de l'adorer. Chers Jeunes, aimez l'Eglise ! Elle n'est pas sans tache et elle n'est pas sans ride. Mais le Christ l'aime comme son épouse et nous l'aimons comme notre mère. Et dans cette Eglise il y a de la place pour tous ! « *Et quand la place manque, s'il vous plait, faites de la place : y compris pour ceux qui se trompent, ceux qui tombent, ceux qui traversent des difficultés.* »ⁱⁱ.

Comme le Cardinal Aveline le disait à Lisbonne cet été : « *Jeunes de France, la France a toujours été un pays de missionnaires. A votre tour d'être des disciples, à votre tour d'être des missionnaires.* »

Ensemble, sur ce chemin de la mission et de la sainteté,

Les évêques de France

ⁱ Pape François, JMJ 2023, Rencontre avec les jeunes universitaires, Université de Lisbonne, jeudi 3 août 2023.

ⁱⁱ Pape François, JMJ 2023, Cérémonie d'accueil, Parc Edouard VII, jeudi 3 août 2023.